



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'AMENAGEMENT PAYSAGER ET RENFORCEMENT DE BERGES

PARC DE CANTEFRENE

COMMUNE D'AMBES

Place du XI novembre
33 810 AMBES

Tél : 05 56 77 85 90

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type de contrat	4
1.4 – Pièces contractuelles	4
1.5 - Développement durable	4
1.6 - Dispositions particulières : Réglementation relative aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution	5
2 - Intervenants.....	5
2.1 - Maîtrise d'oeuvre	5
2.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
2.3 - Coordination des missions effectuées par les intervenants extérieurs à la maîtrise d’oeuvre	5
2.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs et Conseil pour les interventions des entreprises extérieures.....	5
3 - Durée et délais d'exécution	5
3.1 – Délai global d’exécution des prestations	5
3.2 – Délais d’exécution	6
3.3 - Prolongation du délai d’exécution des travaux.....	6
4 - Prix.....	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
4.2 - Modalités de variation des prix.....	7
5 - Garanties Financières.....	7
6 - Avance	7
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
7 - Modalités de règlement des comptes	8
7.1 - Décomptes et acomptes mensuels	8
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
7.3 - Délai global de paiement	9
7.4 - Paiement des cotraitants	9
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
8 - Conditions d'exécution des prestations	9
8.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	9
8.2 - Implantation des ouvrages	10
8.2.1 - Piquetage général.....	10
8.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	10
8.3 - Préparation et coordination des travaux	10
8.3.1 - Période de préparation	10
8.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
8.4 - Etudes d'exécution	11
8.5 - Installation et organisation du chantier.....	11
8.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	11
8.6.1 - Gestion des déchets de chantier	11
8.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
8.6.3 - Documents à fournir après exécution	11
8.7 - Réception des travaux.....	11

9 - Garantie des prestations	12
10 - Pénalités.....	12
10.1 - Pénalités de retard	12
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	12
10.3 - Autres pénalités spécifiques.....	12
11 - Assurances	13
12 - Résiliation du contrat.....	13
12.1 - Conditions de résiliation du marché	13
12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
13 - Règlement des litiges et langues	13
14 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

TRAVAUX D'AMENAGEMENT PAYSAGER ET RENFORCEMENT DE BERGES – Parc CANTEFRENE.

Lieu d'exécution :
Ambès – Parc Cantefrène

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, le recours à l'allotissement risquant de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un marché de travaux ordinaire.

1.4 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre les contenus, prévalent dans cet ordre de priorités :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le calendrier détaillé d'exécution,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

1.5 - Développement durable

⇒ Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Clauses d'exécution à caractère social et environnemental :

⇒ Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Application de la charte « chantiers propres » de Bordeaux Métropole
- Application des préconisations définies au CCTP en matière de respect de l'environnement

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

1.6 - Dispositions particulières : Réglementation relative aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution

Les travaux objet du présent marché sont susceptibles d'être soumis aux dispositions de la réglementation relative aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution. Dans ce cas, cette information figurera sur les bons de commande concernés.

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur.

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les dispositions de la réglementation relative aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

2 - Intervenants

2.1 - Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre d'exécution sera assurée le groupement suivant :

Mandataire :

TROUILLOT & HERMEL PAYSAGISTES

6, rue René Martrenchar

33 150 CENON

Co-traitant :

BET ALIENOR INGENIERIE

4, allée de la Crabette

33 600 PESSAC

2.1- Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre ou la personne désignée par le maître d'ouvrage.

En cas de difficulté particulière, le maître d'œuvre en avertira le maître d'ouvrage pour accord des éventuelles modifications ou conditions à mettre en œuvre.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'intervenir dans une, ou toutes réunions conduites par le maître d'œuvre.

2.2- Coordination des missions effectuées par les intervenants extérieurs à la maîtrise d'œuvre

La mission de coordination des actions effectuées par les intervenants extérieurs à la maîtrise d'œuvre, lorsqu'elle est nécessaire (en supplément de la mission OPC), est désigné par le maître d'œuvre qui assurera la mise en concurrence et le rapport d'analyse des offres pour proposer au maître d'ouvrage le candidat le mieux disant dont la collectivité assurera en directe le suivi financier de la procédure.

2.3- Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement par le maître d'œuvre qui assurera la mise en concurrence et le rapport d'analyse des offres pour proposer au maître d'ouvrage le candidat le mieux disant dont la collectivité assurera en directe le suivi financier de la procédure

3- Durée et délais d'exécution

3.1– Délai global de réalisation des prestations

Le délai global prévus pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **15 mois maximum**.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat

3.2– Délai d'exécution

Les travaux du présent marché sont décomposés en 3 phases :

Phase 1	Période de préparation	1 mois
Phase 2	Travaux afférents au marché	2 mois
Phase 3	Travaux de parachèvement des prestations telles que prévues au fascicule 35 du CCTG	12 mois maximum à l'issue des travaux d'aménagement paysager afférents

3.3- Prolongation du délai d'exécution des travaux

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de la "personne publique" contractante ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

- Pluie : 30 mm dans les 24h
- Gel : - 6° durant 3 jours consécutifs
- Vent : > à 70 km/h de 6 à 18h
- Neige : 10 cm durant 3 jours consécutifs

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Bordeaux Mérignac.

4- Prix

4.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes.

Ces prix tiendront compte de toutes les sujétions prévues au marché et notamment :

- du coût des sujétions nécessaires au maintien des accès et à la continuité de l'accessibilité des secours
- de la mise en sécurité du chantier vis-à-vis des usagers,
- des mesures prises concernant la sécurité et la protection de la santé
- du maintien en état du site et du nettoyage des lieux en fin de chantier.
- Lles études d'exécution et l'établissement du dossier de récolement des ouvrages réalisés.

4.2- Modalités de variation des prix

Le prix sera ferme et, le cas échéant, actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le

candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

La date d'établissement des prix est la date de signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date est appelé " mois zéro ".

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro
- D : mois de début d'exécution des prestations
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la valeur finale de l'index correspondant, interviendra au plus tard trois mois après la publication de cette valeur finale.

L'index de référence I, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
EV3	Index divers dans la construction - Travaux de création d'espaces verts - Base 2010

5- Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

6- Avance

6.1- Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux

articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2- Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7- Modalités de règlement des comptes

7.1- Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des index de références ou indices ne sont pas connues, le pouvoir adjudicataire notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices ou index publiés à la date de remise du mémoire.

7.2- Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Dispositions applicables en matière de facturation :

Les dispositions applicables en matière de facturation électronique sont définies dans la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises, l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

L'obligation de facturation électronique par la plateforme Chorus Pro s'applique :

Quel que soit le format utilisé de la facture (papier ou électronique), celles-ci comprennent obligatoirement :

1. la date d'émission de la facture
2. le nom et la raison sociale du créancier
3. la désignation de la collectivité débitrice
4. le numéro de marché
5. le numéro unique :
 - a. du bon de commande, si l'accord cadre est à bons de commande
 - b. de l'engagement généré par le système d'information de la collectivité. Ce numéro figure sur le bon de commande ou l'ordre de service adressé au titulaire.
6. la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers, le cas échéant
7. le numéro de SIRET du titulaire
8. le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
9. la date d'exécution ou de livraison des prestations
10. le décompte des sommes dues : nature des prestations, quantité, prix de base hors révision et hors taxes.
11. l'indication du taux et du montant de la TVA applicable au moment des prestations ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération, et le numéro de TVA intracommunautaire le cas échéant
12. le montant total TTC des prestations exécutées (incluant, le montant de la TVA des prestations exécutées par le ou les sous- traitants) ;
13. en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
14. en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération.
- 15 – en cas d'application du coefficient de majoration, la copie de la facture du fournisseur

Précisions sur la facturation électronique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.3- Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le maître d'ouvrage. Les dites factures auront été validées par le maître d'œuvre au préalable et transmis au maître d'ouvrage accompagné du certificat de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

7.5- Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8- Conditions d'exécution des prestations

8.1- Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les fournitures (végétaux, matériaux et produits commandés) utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le CCTP ainsi qu'aux exigences particulières de celui-ci.

Par ailleurs, sur demande expresse du maître d'œuvre, le titulaire devra présenter pour validation, les fiches produits des fournitures (végétaux, matériaux et produits commandés), avant tout commencement des

travaux. Après prise en charge par le titulaire de ces fournitures, leur conservation sera à sa charge et sous sa responsabilité. Il devra en assurer le remplacement à ses frais en cas de perte ou de vol.

L'entrepreneur devra effectuer tous les essais préalables et l'entretien des installations et ouvrages jusqu'à leur réception et prise en charge par le Maître de l'Ouvrage.

8.2- Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'oeuvre avant tout commencement des travaux par le(s) titulaire(s) du (des) lot (s) concerné(s).

8.2.1- Piquetage général

Le piquetage général sera effectué contradictoirement, et sera réalisé par le titulaire et à sa charge, suivant le degré de précision indiqué au CCTP et dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

8.2.2- Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Par dérogation à l'article 27.3.2 du CCAG-Travaux, et conformément à l'article R554-27.I du code de l'environnement, le marquage ou piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera à la charge :

- du responsable du projet, conformément aux articles 554-27-I et 554-27-II du code de l'environnement
- de l'exploitant de réseau et à ses frais lorsque celui-ci ne fournit pas de plan en réponse à la déclaration d'intention de commencement de travaux du titulaire. Conformément à la norme NF S70-003 partie 1 (édition juillet 2012), ce marquage-piquetage fera alors l'objet d'un compte rendu obligatoirement remis au titulaire. Celui-ci communiquera une copie de ce compte-rendu au responsable du projet.

Le marquage ou piquetage est maintenu en bon état tout au long du chantier par le titulaire au fur et à mesure de ses interventions.

Conformément à l'article 7-4 de l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement, ce marquage fera l'objet d'un compte rendu qui sera remis au(x) titulaire(s) concerné(s).

8.3- Préparation et coordination des travaux

8.3.1- Période de préparation

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée d'un mois.

8.3.2- Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ou le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité simplifié ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoit une ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.4- Etudes d'exécution

Conformément à l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les envoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

8.5- Installation et organisation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

8.6- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

8.6.1- Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets.

Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

8.6.2- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

8.6.3- Documents à fournir après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, il est rappelé à l'entreprise qu'elle doit fournir en fin de chantier, avant réception, un dossier de récolement complet comprenant un plan d'ensemble au 1/200ème et les plans de détails des ouvrages exécutés, les fiches techniques.

Le dossier de récolement devra être remis sous la forme suivante :

- 3 tirages papiers;
- 3 Clés USB mentionnant l'affaire ainsi que le lot correspondant et le nom de l'entreprise.

Les plans seront fournis au format DWG (Autocad) et PDF, les autres documents seront remis sous la forme papier et sous version informatique format PDF.

8.7- Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception ne sera prononcée que si les travaux exécutés ont donné entière satisfaction

L'initiative de la réception appartient in fine au maître d'œuvre qui fera savoir au Maître d'Ouvrage la date à

laquelle il estime la complète exécution des travaux afin que le procès verbal dressé soit signé de toutes les parties.

Il formellement stipulé que la totalité du prix de l'offre sera payée à l'entreprise seulement si les travaux tels que demandées par la collectivité sont achevés et réceptionnés.

9 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 ans maximum dont le point de départ est la date de réception des travaux.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44-1 du CCAG Travaux.

10 - Pénalités

10.1- Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée 500.00€

La ville se réserve la possibilité de ne pas appliquer les pénalités de retard notamment lorsque ces dernières lui incombent.

10.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique après mise en demeure, une pénalité correspondant à 10% du montant de chaque bon de commande en cours d'exécution.

10.3- Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 300,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Retard dans la communication des documents dont le titulaire a la charge, notamment DOE	Journalière	150,00 €
Non respect de la charte "chantiers propres" de Bordeaux Métropole après 2ème constat / contraintes environnementales	Forfaitaire	500,00 €
Absence de transmission de bordereau de suivi des déchets	Forfaitaire	300,00 €
Réparation des dommages subis par les arbres	Unité	1500.00 €

11 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de

la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil.

12 - Résiliation du contrat

12.1- Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

14 – Dérogations

Article 8.2.2 du CCAP déroge à l'article 27.3.1 du CCAG travaux